



Arrest

nr. 192 810 van 28 september 2017
in de zaak RvV X / IX

In zake: X

Gekozen woonplaats: ten X

tegen:

de Stad AALST, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen.

DE WND. VOORZITTER VAN DE IXe KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Congolese (D.R.C.) nationaliteit te zijn, op 26 april 2017 heeft ingediend om de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van de stad Aalst van 21 maart 2017 tot weigering van verblijf van meer dan drie maanden met bevel om het grondgebied te verlaten.

Gezien titel *Ibis*, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de beschikking houdende de vaststelling van het rolrecht van 19 mei 2017 met referthenummer X

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 28 juni 2017, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 24 augustus 2017.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken A. WIJNANTS.

Gehoord de opmerkingen van advocaat A. HAEGEMAN, die loco advocaat C. VAN CUTSEM verschijnt voor de verzoekende partij en van advocaat E. VERKEST, die verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

Op 21 maart 2017 nam de burgemeester van de stad Aalst de beslissing tot weigering van verblijf van meer dan drie maanden een de beslissing tot afgifte van een bevel om het grondgebied te verlaten. Dit zijn de bestreden beslissingen, die luiden als volgt:

"In uitvoering van artikel 51, § 1, eerste lid, 51, § 1, derde lid, 51, § 2, tweede lid, 52, § 3, 52, § 4, vijfde lid gelezen in combinatie met artikel 58 of artikel 69ter,1 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt de aanvraag voor een verklaring van inschrijving of van een verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie of van een identiteitskaart voor vreemdelingen die op 27-09-2016 werd ingediend door:

[...]

om de volgende reden geweigerd:

X De betrokkene heeft niet binnen de gestelde termijn aangetoond dat hij/zij zich in de voorwaarden bevindt om te genieten van het recht op verblijf van meer dan drie maanden, in de hoedanigheid van familielid van een burger van de Unie of van ander familielid van een burger van de Unie ; Betrokkene legde geen attest van onvermogen voor.

Aan de betrokkene wordt bevel gegeven het grondgebied van het Rijkte verlaten binnen 30 dagen.

Gelet op het feit dat het verblijf van meer dan drie maanden aan betrokkene werd geweigerd en zij niet gemachtigd of toegelaten is tot verblijf op een andere basis dient de betrokkene het land te verlaten binnen de 30 dagen, dit conform art.52 §3 van het KB van 8 oktober 1981."

2. Onderzoek van het beroep

2.1. Het enig middel is afgeleid uit de artikelen 62 en 40 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: de Vreemdelingenwet), van de artikelen 1, 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, van artikel 52, §§3 en 4 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: het Vreemdelingenbesluit), van het zorgvuldigheidsbeginsel en van de verplichting om bij het nemen van een beslissing rekening te houden met alle elementen van het dossier.

Het middel wordt uiteengezet als volgt:

« Première branche : quant à la décision de refus de séjour.

Les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ainsi que l'article 62 de la loi du 15.12.1980 imposent que la motivation permette non seulement au destinataire de l'acte de comprendre les raisons qui ont amené l'autorité à adopter celui-ci pour, le cas échéant, exercer les voies de recours disponibles, mais aussi permettre au juge saisi de contrôler l'exactitude, l'admissibilité et la pertinence des motifs exprimés.

Si cette obligation n'impose pas à l'autorité de fournir les motifs de ses motifs, elle serait vidée d'une bonne part de sa substance si, plutôt que de devoir exposer l'ensemble du raisonnement qui l'a conduite à prendre telle ou telle décision, l'autorité pouvait "se borner à en énoncer uniquement certains fragments, et ainsi à ne donner aux personnes concernées par la mesure en cause qu'une idée incomplète et imprécise des raisons qui ont déterminé son adoption1.

Dans le cadre du contrôle de légalité Vote Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité compétente mais ce contrôle impose cependant de vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établi des faits qui ne ressortent pas du dossier administratifs et si elle n'a pas donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation.

Au sens des articles 40 ter et 40 bis de la loi du 15.12.1980, la notion d'être « à charge » est une situation de fait caractérisée, selon la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) par la circonstance que le soutien matériel du membre de la famille est assurée par le regroupant2. Le versement régulier pendant une période considérable d'une somme d'argent au descendant est de nature à démontrer qu'une situation réelle de dépendance existe3.

Relevons que l'interprétation du droit communautaire par la Cour de Justice trouve à s'appliquer en l'espèce, dès lors que la volonté du législateur a été, par l'article 40 ter; de la loi du 15 décembre 1980, d'assimiler les membres de la famille d'un Belge aux membres de la famille d'un ressortissant de l'Union européenne, sous réserve d'exceptions non pertinentes en l'espèce. La condition d'être à charge du

regroupant, telle que fixée à l'article 40bis, § 2, alinéa 1er, 3°, de la loi précitée, doit donc être comprise, à la lumière de la jurisprudence précitée⁴.

La preuve de la notion d'être à charge peut être apportée par toute voie de droit⁵.

Le délégué du ministre tout comme la partie adverse est soumise à une obligation de motivation circonstanciée en ce qui concerne la capacité financière de la requérante qui impose, entre autre de prendre en considération l'ensemble des documents fournis⁶.

Avec sa demande de regroupement familial la requérante avait, entre autre, les preuves de versement d'argent du père de la requérante sur le compte de sa fille ainsi que la preuve d'envoi d'argent de la mère de la requérante à sa fille.

Non seulement la partie adverse n'indique pas en quoi ceux-ci ne permettent pas d'établir son caractère à charge mais elle ne précise pas non plus en quoi, ma preuve étant libre, ces documents ne sont pas suffisants pour remplir la condition d'être à charge visée par les article 40bis et 40ter de la loi du 15.12.1980.

En tout état de cause, il ne revient pas à la partie adverse de substituer son appréciation à celle du ministre ou de son délégué. En effet, la partie adverse doit se contenter de vérifier si des documents à l'appui de la demande sont fournis et, si tel est le cas, transmettre la demande au ministre ou son délégué, ce qu'il a négligé de faire. En d'autre mots ce n'est que si le dossier est incomplet qu'il a le pouvoir de refuser la demande mais pas si, de son avis, la demande est nonfondée.

L'article 52 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 dispose :

« Art. 52 §1 1er. (...)

§ 2. Lors de la demande, ou, au plus tard, dans les trois mois après la demande, le membre de la famille est tenu en outre de produire les documents suivants :

1° la preuve de son identité conformément à l'article 41, alinéa 2, de la loi;

2° les documents permettant d'établir valablement qu'il remplit les conditions prévues aux articles 40bis, § 2 et 4 ou 40ter, de la loi, qui lui sont applicables.

§ 3. Si, à l'issue des trois mois, le membre de la famille n'a pas produit tous les documents de preuve requis, ou s'il ressort du contrôle de résidence que le membre de la famille ne séjourne pas sur le territoire de la commune, l'administration communale refuse la demande au moyen d'une annexe 20, comportant, le cas échéant, un ordre de quitter le territoire. Il est procédé au retrait de l'attestation d'immatriculation.

§ 4. Si le membre de la famille a produit tous les documents requis, l'administration communale transmet la demande au délégué du ministre.

Si le Ministre ou son délégué reconnaît le droit de séjour ou si aucune décision n'est prise dans le délai prévu à l'article 42, de la loi, le bourgmestre ou son délégué délivre à l'étranger une " carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union " conforme au modèle figurant à l'annexe 9.

Le coût que l'administration communale peut réclamer pour la remise de cette carte de séjour ne peut pas être supérieur au prix qui est perçu pour la remise de la carte d'identité aux ressortissants belges, lorsque l'administration communale se trouve dans l'impossibilité de procéder immédiatement à la remise de cette carte de séjour, l'attestation d'immatriculation doit être prolongée jusqu'à la délivrance de la carte.

Si le ministre ou son délégué ne reconnaît pas le droit de séjour, cette décision est notifiée au membre de la famille par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20, comportant, le cas échéant, un ordre de quitter le territoire. Il est procédé au retrait de l'attestation d'immatriculation. »

Cette disposition attribue au bourgmestre la compétence de prendre une décision de rejet lorsque les documents démontrant que les conditions pour l'obtention d'un droit de séjour ne sont pas remises mais pas de refuser le droit de séjour lorsqu'il estime, après analyse de sa part de l'ensemble des documents déposés, que ceux-ci ne démontrent pas le caractère fondé de la demande.

En effet, conformément au paragraphe 4 de l'article 52 et à l'article 40ter seul le ministre ou son délégué a le pouvoir d'examiner les documents remis et de décider si ceux-ci permettent ou non de rencontrer les conditions reprises à l'article 40ter.

Le bourgmestre de la commune d'Alost ne pouvait donc pas légalement décider que le dossier n'était pas complet étant entendu que la requérante a remis des preuves de versements d'une aide financière de la part de ses parents.

La partie adverse se devait de transmettre la demande, conformément à l'article 52 § 4 de la loi du 15 décembre 1980, au ministre ou son délégué afin que celui-ci exerce son pouvoir d'appréciation.

La requérante était par ailleurs convaincue que cette demande avait été transmise au délégué du Ministre puisqu'elle a, par télécopie du 5 décembre 2016 (télécopie et preuve d'envoi joints en pièce 2), complété son dossier auprès du délégué du ministre et lui a transmis 7 pièces.

La première des pièces transmise est un procès verbal de constat d'indigence (joint en pièce 3 de ce recours) qui est précisément la pièce qui est visée comme « non transmise » par la partie adverse.

Ce procès verbal constate l'indigence de la requérante après enquête.

Elle avait par ailleurs joint à cette télécopie d'autres pièces démontrant que ses parents lui apportaient un soutien financier.

Compte tenu des développements qui précèdent force est de constater que c'est en raison de l'excès de pouvoir commis par la partie adverse que la demande de la requérante n'a pas été examinée en prenant en considération l'attestation d'indigence transmise.

Si la partie adverse avait, conformément à l'article 52§4 transmis la demande au délégué du ministre celui-ci aurait pris cette pièce en considération, la preuve d'envoi de la télécopie valant au contraire comme un commencement de preuve de la transmission effective de cette pièce à la partie adverse.

Pour l'ensemble de ces motifs l'ensemble des dispositions reprises au moyen sont violées et la décision doit être annulée.

Deuxième branche : quant à l'ordre de quitter le territoire.

L'ordre de quitter le territoire contenu dans la décision attaquée a été pris en exécution de la décision de refus de séjour et en constitue l'accessoire.

En conséquence il convient donc d'annuler également cette décision d'ordre de quitter le territoire ensuite de l'annulation de la décision de refus de séjour.

2.2. De verwerende partij repliceert in haar nota als volgt :

“Verzoekster roept als enig middel in: schending van artikel 40 ter van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de artikelen 1, 2 en 3 van de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen en van artikel 62 van de wet van 15 december 1980 en het artikel 52,§3 en §4 van het Koninklijk besluit van 8 augustus 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, alsook van het algemeen beginsel van behoorlijk bestuur en de verplichting tot het nemen van een beslissing rekening houdende met alle elementen van het dossier.

IV.I.

In antwoord op de beweerde schending van artikel 62 van de wet van 15 december 1980, artikel 52,§3 en §4 van het Koninklijk besluit van 8 augustus 1981 en van de artikelen 1, 2 en 3 van de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen alsook de schending van het algemeen beginsel van behoorlijk bestuur (zorgvuldigheidsbeginsel) antwoordt de Stad Aalst als volgt.

Verzoekster beroept zich op een schending van het artikel 62 van de wet van 15 december 1980 en van de artikelen 1, 2 en 3 van de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Artikel 2 van de wet van 29 juli 1991 bepaalt dat de bestuurshandelingen van de besturen bedoeld in artikel 1 uitdrukkelijk moeten gemotiveerd worden. Artikel 3 van deze wet bepaalt dat de opgelegde motivering in de akte de juridische en feitelijke overwegingen moet vermelden die aan de beslissing ten grondslag liggen en dat deze afdoende moet zijn.

Deze artikelen hebben tot doel de bestuurde in kennis te stellen van de redenen waarom de administratieve overheid een bepaalde beslissing heeft genomen, zodat hij kan beoordelen of er aanleiding toe bestaat de beroepen in te stellen waarover hij beschikt.

Ze verplichten de overheid ertoe in de akte de juridische en feitelijke overwegingen op te nemen die aan de beslissing ten grondslag liggen en dit op een "afdoende" wijze

Als de bestreden beslissing er in bestaat dat de documenten die het bewijs leveren dat zij aan de voorwaarden voldoet, niet zijn voorgelegd geeft dit duidelijk het determinerende motief. De plicht tot uitdrukkelijke motivering houdt evenwel niet in dat de beslissende administratieve overheid de motieven van de gegeven redenen van de beslissing moet vermelden. Zij dient dus niet "verder" te motiveren, zodat derhalve de uitdrukkelijke motivering niet inhoudt dat de beslissende overheid voor elke overweging in haar beslissing "het waarom" of "uitleg" dient te vermelden.

Betreffende het door verzoekster beweerde gebrek in de motivering, wenst de stad te verwijzen naar de bijlage 20 zelf (stuk I.B) en het schrijven van de FOD Binnenlandse zaken dd. 21.03.2017 (stuk2).

In de bijlage 20 is duidelijk melding gemaakt van de reden waarom deze beslissing genomen werd, nl. reden van de beslissing:

"Betrokkene heeft niet binnen de gestelde termijn aangetoond dat zij zich in de voorwaarden bevindt om te genieten van het recht van verblijf van meer dan drie maanden, in de hoedanigheid van familielid van een burger van de Unie of van een ander familielid van een burger van de Unie;

Betrokkene legde geen attest van onvermogen voor."

In de bestreden beslissing worden duidelijk en op afdoende wijze de redenen vermeld dewelke geleid hebben tot deze bestreden beslissing van 21.03.2017 (stuk 1B).

De bestreden beslissing is dan ook met recht en reden genomen.

Verzoekster stelt tevens dat de stad artikel 62 van de wet van 15 december 1980 geschonden heeft. Artikel 62 bepaalt dat de administratieve beslissingen met redenen omkleed zijn en dat zij ter kennis van betrokkenen worden gebracht die een afschrift ervan ontvangen, door de burgemeester van de gemeente waar de vreemdeling zich bevindt of door diens gemachtigde. Het is duidelijk dat de stad de bepalingen van artikel 62 van de wet nageleefd heeft.

De bestreden beslissing van 21.03.2017 is op afdoende wijze met redenen omkleed en werd ter kennis gebracht aan mevrouw Y. D. B. In zoverre verzoekster met de schending van artikel 62 opnieuw zou verwijzen naar een gebrek in de motivering, wordt verwezen naar hetgeen hiervoor uiteengezet werd.

Voor wat betreft de beweerde schending van artikel 52 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 en meer bepaald §4 en het artikel 40 ter waarbij verzoekster stelt dat enkel de minister of zijn afgevaardigde de ingediende documenten mag analyseren en beslissen of deze voldoen aan de voorwaarden zoals vervat in het artikel 40 ter.

De stad wenst nogmaals te benadrukken en verwijzen naar het feit dat het dossier werd doorgestuurd naar de FOD binnenlandse zaken, die per schrijven van 21.03.2017 (stuk 2) de burgemeester hebben aangeschreven (zie hiervoor onder I. Feiten 3.).

« i

Tenslotte voor wat betreft de door verzoekster aangehaalde schending van de algemene beginselen van behoorlijk bestuur wenst de stad het volgende aan te halen :

Het zorgvuldigheidsbeginsel houdt in dat aan de overheid de verplichting wordt opgelegd haar beslissingen op een zorgvuldige wijze voor te bereiden en te steunen op een correcte feitenvinding (RvS 2 februari 2007, nr. 167 411; RvS 14 februari 2006, nr. 154 954). De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen wijst erop dat hij bij de beoordeling van het zorgvuldigheidsbeginsel niet bevoegd is om zijn beoordeling van de aanvraag in de plaats te stellen van die van de administratieve overheid. De Raad is in de uitoefening van zijn wettelijk toezicht enkel bevoegd om na te gaan of deze overheid bij de beoordeling en of zij op grond daarvan niet onredelijk tot haar besluit is gekomen (RvS 17 januari 2007, nr. 166 860; RvS 7 december 2001, nr. 101 624).

De stad wenst in deze context integendeel te laten gelden dat indien een Europese Unie-burger zijn rechten wenst te laten gelden, hij zelf ook diligent dient op te treden, de nodige initiatieven dient te nemen om zich in regel te stellen en de nodige informatie tijdig dient over te maken, en dit als uiting van het beginsel van behoorlijk burgerschap. De burger dient evenzeer behoorlijk te handelen in zijn relatie met het bestuur. De burger dient zelf ook een minimum aan zorgvuldigheid aan de dag te leggen (J. De Staercke, Algemene beginselen van behoorlijk burgerschap. Naar een wederkerig bestuursrecht?, Jura Falconis, 2001-2002, nr. 4, pg. 505-535; J. De Staercke, Algemene beginselen van behoorlijk bestuur en behoorlijk burgerschap. Beginselen van de openbare dienst, Brugge, Vanden Broele, 2002, pg. 31; A. Mast en J. Dujardin, Overzicht van het Belgisch administratief recht 2009: studenteneditie, Kluwer, pg. 64-67).

Het feit dat mevrouw Y.D.B. naliert om een attest van onvermogen, als bewijs van ten laste zijn, voor te leggen en bovendien ook geen (recente) bewijzen van stabiele, regelmatige en voldoende

bestaansmiddelen voorlegde maakt dus een miskenning uit van het beginsel van behoorlijk burgerschap.

Het middel mist dan ook elke grond en dient als ongegrond afgewezen.”

2.3. Het zorgvuldigheidsbeginsel legt aan de verwerende partij de verplichting op haar beslissingen op een zorgvuldige wijze voor te bereiden en te stoen op een correcte feitenvinding. Het respect voor het zorgvuldigheidsbeginsel houdt derhalve in dat zij bij het nemen van een beslissing moet steunen op alle gegevens van het dossier en op alle daarin vervatte dienstige stukken.

De eerste bestreden beslissing –met name deze tot weigering van verblijf van meer dan drie maanden– werd genomen op grond van artikel 52,§3 van het Vreemdelingenbesluit. Artikel 52 van het Vreemdelingenbesluit luidt onder meer als volgt:

“§ 2

Bij de aanvraag of ten laatste binnen de drie maanden na de aanvraag dient het familielid bovendien de volgende documenten over te maken:

1° het bewijs van zijn identiteit overeenkomstig artikel 41, tweede lid, van de wet;

2° de documenten waarmee op geldige wijze kan worden vastgesteld dat hij de voorwaarden die zijn voorgeschreven bij de artikelen 40bis, § 2 en § 4, of 40ter, van de wet, die op hem van toepassing zijn, vervult.

§ 3

Indien het familielid na afloop van drie maanden niet alle vereiste bewijsdocumenten heeft overgemaakt of indien uit de woonstcontrole niet blijkt dat het familielid op het grondgebied van de gemeente verblijft, weigert het gemeentebestuur de aanvraag door middel van een bijlage 20 dat desgevallend een bevel om het grondgebied te verlaten bevat. Het attest van immatriculatie wordt ingetrokken.

§ 4

Indien het familielid alle vereiste documenten heeft overgemaakt, maakt het gemeentebestuur de aanvraag over aan de gemachtigde van de minister.”

Verzoekster betoogt dat uit deze bepaling blijkt dat de verwerende partij enkel een weigeringsbeslissing kan nemen na te hebben vastgesteld dat de documenten niet werden neergelegd, maar niet de bevoegdheid heeft om te oordelen over de vraag of de documenten het verblijfsrecht kunnen staven. Die bevoegdheid behoort enkele de minister of zijn gemachtigde toe. Zij stelt dat zij een “procès verbal de constat d’indigence” had neergelegd, en dat dit precies het stuk is met betrekking tot hetwelk haar dus ten onrechte wordt verweten het niet te hebben bijgebracht. Verzoekster concludeert dat de burgemeester in casu niet wettig kon beslissen dat het dossier niet volledig was en het dossier aan de minister of zijn gemachtigde had moeten worden overgemaakt.

De aanvraag die heeft geleid tot de bestreden weigeringsbeslissing werd door verzoekster ingediend in functie van haar vader, die de Belgische nationaliteit heeft, en dus op grond van artikel 40ter van de Vreemdelingenwet. Deze bepaling luidt als volgt:

“§ 1.

De familieleden bedoeld in artikel 40bis, § 2, van een Belg die zijn recht op vrij verkeer heeft uitgeoefend overeenkomstig het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, zijn onderworpen aan dezelfde bepalingen als de familieleden van een burger van de Unie.

§ 2.

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de volgende familieleden van een Belg die niet zijn recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten heeft uitgeoefend krachtens het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie :

1° de familieleden bedoeld in artikel 40bis, § 2, eerste lid, 1° tot 3°, mits zij de Belg die het recht op gezinshereniging opent vergezellen of zich bij hem voegen;

[...]”

Artikel 40bis van de Vreemdelingenwet bepaalt onder meer:

“§ 1

Onverminderd de meer voordelige bepalingen vervat in wetten of Europese verordeningen waarop de familieleden van de burger van de Unie zouden kunnen aanspraak maken, zijn de hiernavolgende bepalingen op hen van toepassing.

§ 2

Als familielid van de burger van de Unie worden beschouwd:

[...]

3° de bloedverwanten in neergaande lijn alsmede die van de echtgenoot of partner als bedoeld onder 1° of 2°, beneden de leeftijd van eenentwintig jaar of die te hunnen laste zijn, die hen begeleiden of zich bij hen voegen, voor zover de vreemdeling die vervoegd wordt, zijn echtgenoot of de bedoelde geregistreeerde partner over het recht van bewaring beschikt en, indien het recht van bewaring wordt gedeeld, op voorwaarde dat de andere houder van het recht van bewaring zijn toestemming heeft gegeven;

[...]"

Uit samenlezing van deze bepalingen blijkt dat verzoekster onder meer moet aantonen dat zij ten laste is van de Belgische referentiepersoon.

Uit het administratief dossier blijkt dat verzoekster in de bijlage 19ter die zij had ontvangen naar aanleiding van haar aanvraag werd verzocht om *"binnen de drie maanden, dus ten laatste op 26-12-2016 [...] de volgende documenten over te leggen: Bewijzen van stabiele, regelmatige en voldoende bestaansmiddelen, bewijzen van ten laste zijn (attest onvermogen, verklaring van tenlasteneming, ...)"*

In de bestreden beslissing wordt, zoals reeds gesteld, vastgesteld dat geen attest van onvermogen werd neergelegd.

Verzoekster daarentegen betoogt dat zij wel degelijk een dergelijk stuk heeft neergelegd, door haar genoemd "procès verbal de constat d'indigence", afgeleverd door de burgemeester van Lemba, in de Democratische Republiek Congo.

De Raad stelt vast dat het stuk waarop verzoekster doelt zich inderdaad in het administratief dossier bevindt. Het gegeven dat het niet letterlijk "attest van onvermogen" wordt genoemd, maar proces-verbaal van vaststelling van behoefte, doet geen afbreuk aan het feit dat verzoekster zich heeft geconformeerd aan de opdracht, in de bijlage 19ter, om het bewijs bij te brengen van het feit dat zij ten laste is. Zoals zij dat zelf terecht heeft aangehaald, kan het bewijs van het ten laste zijn, bij gebrek aan reglementaire bepaling dienaangaande, door de vreemdeling die zich op een verblijfsrecht in functie van een Belg wenst te beroepen met elk passend middel worden geleverd.

Verzoekster kan derhalve worden gevolgd waar zij betoogt dat zij wel degelijk de nodige stukken had bijgebracht zodat het dossier aan de bevoegde minister of zijn gemachtigde had moeten worden overgemaakt opdat de gegrondheid van de aanvraag kon worden beoordeeld. Een schending van het zorgvuldigheidsbeginsel en van artikel 52, §§3 en 4 van het Vreemdelingenbesluit is aannemelijk gemaakt. Het middel is in de besproken mate gegrond en leidt tot de nietigverklaring van de eerste bestreden beslissing.

Het gegeven dat de beslissing tot weigering van verblijf van meer dan drie maanden dient te worden vernietigd, leidt in voorliggende zaak tot de bijkomende conclusie dat ook de beslissing tot afgifte van een bevel om het grondgebied te verlaten niet rechtsgeldig werd genomen. Er kan in casu immers geen bevel om het grondgebied te verlaten worden betekend aan verzoekster zonder eerst op een zorgvuldige wijze te hebben nagegaan of haar aanspraak op een recht op verblijf van meer dan drie maanden al dan niet kan worden ingewilligd.

3. Kosten

Gelet op het voorgaande past het de kosten van het beroep ten laste te leggen van de verwerende partij.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Artikel 1

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van de stad Aalst van 21 maart 2017 tot weigering van verblijf van meer dan drie maanden met bevel om het grondgebied te verlaten wordt vernietigd.

Artikel 2

De kosten van het beroep, begroot op 186 euro, komen ten laste van de verwerende partij.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op achtentwintig september tweeduizend zeventien door:

mevr. A. WIJNANTS,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

mevr. C. VAN DEN WYNGAERT,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

C. VAN DEN WYNGAERT

A. WIJNANTS